

VERTALING

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2017/20505]

7 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement flamand abrogeant l'article 52 de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux

LE GOUVERNEMENT FLAMAND,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 5, § 1^{er}, I, 2^o, remplacé par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux ;

Vu l'accord du ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 25 avril 2017 ;

Vu l'avis 61.505/3 du Conseil d'État, donné le 13 juin 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 52 de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux, remplacé par l'arrêté royal du 26 octobre 2011 et modifié par l'arrêté royal du 17 décembre 2012, est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1 janvier 2017.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant la politique en matière de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juillet 2017.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204072]

29 JUIN 2017. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 34, 4^o, *f*), du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, remplacé par le décret du 17 juillet 2008, les mots « et à l'article 42/1, § 1^{er} » sont insérés entre les mots « la mission visée à l'article 42, § 1^{er} » et les mots « ne parviendraient pas à revendre ».

Art. 2. Dans l'article 40, alinéa 3, du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets du 11 décembre 2013 et du 12 décembre 2014, les mots « ou font l'objet d'une opération de temporisation conformément à l'article 42/1 » sont insérés à la suite des mots « mis en réserve conformément à l'article 42 ».

Art. 3. A l'article 42 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « à l'exclusion de ceux vendus entre le 30 juin 2016 et le 31 décembre 2021 » sont insérés entre les mots « le gestionnaire du réseau de transport local depuis le 1^{er} janvier 2014 » et les mots « en exécution de son obligation de service public » ;

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, la phrase « Cette position résulte de la différence entre d'une part, les montants comptabilisés en recettes générées par l'application de la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}, et d'autre part, les dépenses occasionnées par l'achat des certificats verts visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, en ce compris les charges visées au paragraphe 9 » est remplacée par la phrase : « Cette position résulte de la différence entre d'une part, les montants comptabilisés en recettes générées par l'application de la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}, et, d'autre part, les dépenses occasionnées par le remboursement des exonérations visées à l'article 42bis, § 5 à 9, les charges visées au paragraphe 9 du présent article, les dépenses d'achat des certificats verts au titre de l'article 34, 4^o, *d*) et *f*), à l'exception des montants liés aux certificats verts revendus par le gestionnaire de réseau de transport local dans le cadre de la mise en réserve au titre de l'article 42 et dans le cadre de l'opération de temporisation visée à l'article 42/1 ;

3^o le paragraphe 6 est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Les certificats verts mis en réserve conformément aux paragraphes 1^{er} à 5 sont mis en vente selon les modalités suivantes :

1^o au cours des douze mois avant le terme de chaque mise en réserve telle qu'identifiée dans la convention visée au paragraphe 3, alinéa 3, pour autant que, sur la base d'un avis de la CWaPE fondé sur les informations relatives aux transactions concernant les certificats verts, le prix du marché soit au moins égal à leur prix d'acquisition, correspondant au prix fixé, au moment de leur acquisition, par le Gouvernement pour l'obligation d'achat visée à l'article 40, alinéa 1^{er}, les certificats verts faisant l'objet de la mise en réserve concernée sont vendus directement sur le marché des certificats verts, selon les modalités fixées en concertation avec la CWaPE et dans le respect de la convention visée au paragraphe 3, alinéa 3 ;

2° au cours des deux mois avant le terme de chaque mise en réserve telle qu'identifiée dans la convention visée au paragraphe 3, alinéa 3, les certificats verts faisant l'objet de la mise en réserve concernée et n'ayant pu être écoulés sur le marché en application du 1° sont achetés par le gestionnaire du réseau de transport local, à titre d'obligation de service public, au prix auquel ils ont été acquis par les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er}, correspondant au prix fixé, au moment de leur acquisition, par le Gouvernement pour l'obligation d'achat visée à l'article 40, alinéa 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de transport local couvre en tous cas les coûts de ce rachat conformément à l'article 34, 4°, f). Toutefois, si les moyens dont le gestionnaire de réseau de transport local dispose en vertu de la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}, sont insuffisants pour couvrir l'acquisition des certificats verts mis en réserve (en plus de l'acquisition des certificats verts auprès des producteurs conformément à l'obligation de service public qui lui incombe en vertu des articles 34, 4°, d), et 40), il peut, moyennant la conclusion d'une nouvelle convention avec une personne morale agréée en vertu du paragraphe 3, procéder à une nouvelle opération de mise en réserve de certificats verts, conformément au présent article, à due concurrence de la valeur d'acquisition des certificats verts pour lesquels la surcharge s'est révélée insuffisante. »;

4° le paragraphe 7 est remplacé par la disposition suivante :

« § 7. Pendant toute la durée de chaque mise en réserve identifiée dans la convention visée au paragraphe 3, alinéa 3, la procédure suivante est d'application :

1° à la clôture de chaque trimestre, les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er} communiquent à la CWaPE et au gestionnaire du réseau de transport local l'inventaire des certificats verts qu'elles détiennent, en les classant par date de validité;

2° un an avant l'expiration de la période de chaque mise en réserve, les personnes ayant reçu la mission visée au paragraphe 1^{er} informent le Gouvernement, la CWaPE, la CREG et le gestionnaire du réseau de transport local du volume de certificats verts en leur possession;

3° au cours des douze mois avant le terme de chaque mise en réserve, les personnes ayant reçu la mission visée au paragraphe 1^{er}, pour autant que, sur la base d'un avis de la CWaPE fondé sur les informations relatives aux transactions concernant les certificats verts, le prix du marché soit au moins égal à leur prix d'acquisition, correspondant au prix fixé, au moment de leur acquisition, par le Gouvernement pour l'obligation d'achat visée à l'article 40, alinéa 1^{er}, mettent en vente sur le marché, à deux reprises, les certificats verts qu'elles détiennent dans les conditions fixées au paragraphe 6, 1°, après concertation avec la CWaPE; le nombre maximal de certificats verts proposés au marché lors de la première vente est de 60 % du nombre de certificats de la mise en réserve concernée; le nombre de certificats verts proposés au marché lors de la seconde vente est le nombre de certificats de la mise en réserve concernée encore en possession des personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er} au moment de cette seconde vente;

4° au cours des deux mois avant le terme de chaque mise en réserve, les certificats verts encore en possession de la personne ayant reçu la mission visée au paragraphe 1^{er} sont, en dernier ressort, achetés par le gestionnaire du réseau de transport local, au titre de son obligation de service public, dans le respect des conditions fixées au paragraphe 6, 2° et selon les modalités fixées dans la convention visée au paragraphe 3;

5° les certificats verts rachetés par le gestionnaire du réseau de transport local après leur mise en réserve, en vertu du paragraphe 6, 2° sont supprimés de la banque de données par la CWaPE, sauf en cas de nouvelle mise en réserve conformément à ce paragraphe 6, 2°. ».

Art. 4. Dans le chapitre X du même décret, il est inséré un article 42/1 rédigé comme suit :

« Art. 42/1. § 1^{er}. Dans le cadre de l'obligation de service public qui incombe au gestionnaire du réseau de transport local en vertu des articles 34, 4°, d), et 40, le Gouvernement recourt au mécanisme de temporisation visée à l'article 34 quater conformément aux modalités fixées par le présent article.

Le mécanisme de temporisation porte exclusivement sur des certificats verts vendus au gestionnaire du réseau de transport local entre le 30 juin 2016 et le 31 décembre 2021 en exécution de son obligation de service public visée aux articles 34, 4°, d), et 40, et qui n'ont pas encore été supprimés de la banque de données par la CWaPE.

§ 2 Dans les dix jours de la clôture de chaque trimestre, le gestionnaire du réseau de transport local communique au Gouvernement, à la CWaPE et à la CREG, une prévision indicative sur douze mois de la quantité de certificats verts émanant des producteurs d'électricité verte en mentionnant, le cas échéant, la quantité indicative de certificats verts à acquérir lors de l'année en cours par la personne désignée conformément au paragraphe 3.

Dans les vingt jours suivant la clôture de chaque trimestre, le gestionnaire du réseau de transport local informe la CWaPE et la CREG de la position nette de la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}, réellement enregistrée à son bilan. Cette position résulte de la différence entre d'une part, les montants comptabilisés en recettes générées par l'application de la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}, et, d'autre part, les dépenses occasionnées par le remboursement des exonérations visées à l'article 42 bis, § 5 à 9, les charges visées à l'article 42, § 9, les dépenses d'achat des certificats verts au titre de l'article 34, 4°, d) et f), à l'exception des montants liés aux certificats verts revendus par le gestionnaire de réseau de transport local dans le cadre de la mise en réserve au titre de l'article 42 et dans le cadre de l'opération de temporisation visée à l'article 42/1.

Jusqu'en 2021, pour le 30 septembre de chaque année au plus tard, sur la base des informations visées aux alinéas 1^{er} et 2, le gestionnaire du réseau de transport local propose à la CWaPE la quantité de certificats verts à acquérir auprès de lui, pour le 31 décembre de la même année, par la personne désignée conformément au paragraphe 3, et étant de nature à lisser l'impact des certificats verts visés au paragraphe 1^{er}, sur la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}.

Après avoir recueilli les éventuelles observations de la CREG, la CWaPE rend son avis dans les trente jours de la réception de la proposition du gestionnaire de réseau de transport local visée à l'alinéa 3.

Dans les trente jours de la communication de l'avis de la CWaPE, sur la base de cet avis, le Gouvernement arrête le nombre de certificats verts qui fait l'objet d'une opération de temporisation pour l'année en cours.

L'arrêté du Gouvernement est notifié à la personne désignée conformément au paragraphe 3, au gestionnaire du réseau de transport local, à la CWaPE et à la CREG.

La vente des certificats verts visé par le présent paragraphe intervient, au plus tard le 31 décembre de l'année concernée, entre le gestionnaire du réseau de transport local et la personne désignée au paragraphe 3. A cet effet, au plus tôt le 1^{er} décembre de l'année concernée, le gestionnaire du réseau de transport local émet, à l'attention de la personne désignée au paragraphe 3, une facture d'un montant correspondant à la quantité de certificats verts à acquérir multipliée par le prix du certificat vert fixé par le Gouvernement pour l'obligation d'achat visée à l'article 40, alinéa 1^{er}. La personne désignée conformément au paragraphe 3, procède, le jour de la réception de la facture, au paiement du prix de la vente sur le compte bancaire renseigné sur la facture. Dès réception du paiement, la propriété des certificats verts qui font l'objet de la vente est transférée du gestionnaire du réseau de transport local à la personne désignée conformément au paragraphe 3. Le gestionnaire du réseau de transport local procède le jour même de la réception du paiement au transfert des certificats verts sur le ou les comptes ouverts auprès de la CWaPE que lui indique la personne désignée conformément au paragraphe 3.

§ 3. La personne chargée des opérations de temporisation est l'Agence wallonne de l'air et du climat.

§ 4. La personne visée au paragraphe 3 procède au rapportage prévu au paragraphe 8, 1^o à 3^o.

§ 5. La durée maximale de chaque opération de temporisation est fixée à neuf ans. Cette durée peut être réduite par l'arrêté du Gouvernement visé au paragraphe 2, alinéa 5. Pour chaque ensemble de certificats verts faisant simultanément l'objet d'une vente en vue d'une opération de temporisation, la date unique de début de cette opération est déterminée par la date de transfert de propriété des certificats verts concernés conformément au paragraphe 2, alinéa 7.

La durée de validité d'un certificat vert faisant l'objet d'une opération de temporisation est automatiquement et de plein droit prorogée de toute la durée de l'opération de temporisation dont il fait l'objet. Celle-ci prend fin avec la vente dudit certificat vert, conformément au paragraphe 7.

§ 6. Le gestionnaire du réseau de transport local tient un registre spécifique des quantités de certificats verts faisant l'objet des différentes opérations de temporisation.

La personne désignée conformément au paragraphe 3 ouvre, pour chaque opération de temporisation, un ou plusieurs comptes auprès de la CWaPE, sur lesquels sont transférés les certificats verts faisant l'objet de l'opération de temporisation concernée. Ces certificats verts restent sur ce ou ces comptes pendant toute la durée de la temporisation.

La personne désignée conformément au paragraphe 3 tient une comptabilité analytique séparée relative à l'opération de temporisation ainsi qu'aux intérêts et frais y afférents.

La personne désignée conformément au paragraphe 3 communique semestriellement à la CWaPE un rapport sur l'état de sa comptabilité analytique relative aux opérations de temporisation. Dès réception, la CWaPE traite les données comptables transmises et en assure le contrôle. Elle communique, à son tour, dans le mois de la réception des données comptables, un rapport de synthèse au Gouvernement.

§ 7. A partir du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2030, les certificats verts qui font l'objet d'une opération de temporisation conformément au présent article sont mis en vente, selon les modalités suivantes :

1^o pour autant que, sur la base d'un avis de la CWaPE fondé sur les informations relatives aux transactions concernant les certificats verts, le prix du marché soit au moins égal à leur prix d'acquisition, correspondant au prix fixé, au moment de leur acquisition, par le Gouvernement pour l'obligation d'achat visée à l'article 40, alinéa 1^{er}, les certificats verts faisant l'objet d'une opération de temporisation sont vendus, sur le marché des certificats verts, selon une procédure de mise aux enchères annuelle. La CWaPE définit les modalités et assure la surveillance de ces enchères. L'ordre dans lequel les certificats verts sont mis aux enchères est déterminé par la date de début de l'opération de temporisation visée au paragraphe 5. En aucun cas, l'enchère ne peut déboucher sur la vente des certificats verts à un prix inférieur à leur prix d'acquisition;

2^o au cours des deux mois avant le terme de leur période de temporisation, telle que précisée par l'arrêté du Gouvernement visé au paragraphe 2, alinéa 5, les certificats verts n'ayant pu être écoulés sur le marché en application du 1^o sont achetés par le gestionnaire du réseau de transport local, au titre de l'obligation de service public visée à l'article 34, 4^o, f), au prix auquel ils ont été acquis par la personne désignée au paragraphe 3. A cet effet, la personne visée au paragraphe 3, émet, à l'attention du gestionnaire du réseau de transport local, une facture d'un montant correspondant à la quantité de certificats verts dont la période de temporisation expire au cours de l'année concernée, multipliée par le prix auquel ces certificats verts ont été acquis conformément au paragraphe 2, alinéa 7 du présent article. Le jour même de la réception de cette facture, le gestionnaire du réseau de transport local procède au paiement du prix de la vente sur le compte bancaire renseigné sur la facture. Dès réception du paiement, la propriété des certificats verts qui font l'objet de la vente est transférée de la personne visée au paragraphe 3 qui procède à la vente, au gestionnaire du réseau de transport local. La personne visée au paragraphe 3 qui procède à la vente, transfère le jour même de la réception du paiement, les certificats verts concernés sur le compte ouvert auprès de la CWaPE que lui indique le gestionnaire du réseau de transport local.

§ 8. Pendant toute la durée de l'opération de temporisation, la procédure suivante est d'application :

1^o avant le 31 janvier de chaque année, la personne désignée au paragraphe 3 communique à la CWaPE et au gestionnaire du réseau de transport local l'inventaire des certificats verts qu'elle détient, au titre des différentes opérations de temporisation visées au présent article, en les classant par date de début de temporisation visée au paragraphe 5;

2^o annuellement, la personne désignée au paragraphe 3 propose, après concertation avec la CWaPE, à la vente sur le marché, les certificats verts qu'elle détient, au titre des opérations de temporisation visées au présent article, dans les conditions fixées au paragraphe 7, 1^o;

3^o un an avant l'expiration de chaque période de temporisation maximale, la personne désignée au paragraphe 3 informe le Gouvernement, la CWaPE, la CREG et le gestionnaire du réseau de transport local du volume de certificats verts en sa possession au titre des opérations de temporisation visées au présent article;

4^o au cours des deux mois avant le terme de la période de chaque période de temporisation, les certificats verts encore en possession de la personne désignée au paragraphe 3 au titre de cette opération de temporisation sont, en dernier ressort, achetés par le gestionnaire du réseau de transport local, au titre de son obligation de service public visée à l'article 34, 4^o, f), dans le respect des conditions fixées au paragraphe 7, 2^o.

5^o les certificats verts rachetés par le gestionnaire du réseau de transport local après leur temporisation, en vertu du paragraphe 7, 2^o, sont supprimés de la banque de données par la CWaPE.

§ 9. En aucun cas, la vente des certificats verts faisant l'objet d'une opération de temporisation visée au paragraphe 7, 1^o, et réalisée en concertation avec la CWaPE, ne peut avoir pour effet un abus ou une manipulation du marché des certificats verts au sens de la réglementation européenne applicable.

Art. 5. Par dérogation au délai prévu à l'article 42/1, § 2, alinéa 3, inséré par le présent décret, pour l'année 2017, le délai dans lequel le gestionnaire du réseau de transport local propose à la CWaPE la quantité de certificats verts à acquérir auprès de lui est le 30 juin 2017.

Par dérogation au délai prévu à l'article 42/1, § 2, alinéa 7, inséré par le présent décret, pour l'année 2017, la date à partir de laquelle le gestionnaire du réseau de transport local émet, à l'attention de la personne désignée, une facture d'un montant correspondant à la quantité de certificats verts à acquérir est, au plus tôt, la date de la notification de l'arrêté du gouvernement wallon visée à l'article 42/1, § 2, alinéa 6, inséré par le présent décret et au plus tard le 30 septembre 2017.

Art. 6. A l'article 1^{er} du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, un alinéa 3 rédigé comme suit est inséré :

« L'Agence réalise également la mission de temporisation de certificats verts visée à l'article 42/1 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 juin 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 809 (2016-2017) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 juin 2017.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204072]

29. JUNI 2017 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und des Dekrets vom 5. März 2008 (1) zur Errichtung der "Agence wallonne de l'air et du climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe f des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die Wörter "nach Artikel 42 § 1 beauftragten Personen" durch "nach Artikel 42 § 1 und Artikel 42/1 § 1 beauftragten Personen" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 40 Absatz 3 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 11. Dezember 2013 und vom 12. Dezember 2014 werden die Wörter "oder als Reserve zurückgelegt" durch folgende Wörter ersetzt: "oder als Reserve zurückgelegt, oder sind Gegenstand einer Verzögerungsmaßnahme nach Artikel 42/1."

Art. 3 - Artikel 42 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter "Dieser Erwerb zwecks Stilllegung bezieht sich ausschließlich auf die grünen Zertifikate, die nach dem 1. Januar 2014 vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes in Erfüllung seiner Verpflichtung öffentlichen Dienstes im Sinne von Artikel 34, Ziffer 4°, Buchstabe d) und von Artikel 40 gekauft und noch nicht von der CWaPE aus der Datenbank entfernt worden sind" durch folgende Wörter ersetzt: "Dieser Erwerb zwecks Stilllegung als Reserve bezieht sich ausschließlich auf die grünen Zertifikate (mit Ausnahme derjenigen, die zwischen dem 30. Juni 2016 und dem 31. Dezember 2021 verkauft wurden), die nach dem 1. Januar 2014 vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes in Erfüllung seiner gemeinwirtschaftlichen Verpflichtung im Sinne von Artikel 34, Ziffer 4°, Buchstabe d) und von Artikel 40 gekauft und noch nicht von der CWaPE aus der Datenbank entfernt worden sind.";

2° in Paragraph 2 Absatz 2 wird der Satz "Diese Position ergibt sich aus der Differenz zwischen den als Einnahmen verbuchten Beträgen einerseits, die infolge der Anwendung des Tarifaufschlags nach Artikel 42*bis*, § 1 erzielt wurden, und den Ausgaben infolge des Ankaufs der in § 1, Absatz 2 genannten grünen Zertifikate einschließlich der Lasten nach § 9 andererseits." durch folgenden Satz ersetzt: "Diese Position ergibt sich aus der Differenz zwischen den als Einnahmen gebuchten Beträgen einerseits, die infolge der Anwendung des Tarifaufschlags nach Artikel 42*bis* § 1 erzielt wurden, und den Ausgaben, die auf die Erstattung der Befreiungen nach Artikel 42*bis* § 5 bis 9 zurückzuführen sind, den Lasten nach § 9 vorliegenden Artikels, und den Ausgaben für den Ankauf von grünen Zertifikaten im Rahmen von Artikel 34 Ziffer 4 Buchstaben d und f andererseits, unter Ausschluss der Beträge in Verbindung mit den grünen Zertifikaten, die der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes im Rahmen der Stilllegung als Reserve in Anwendung von Artikel 42 und im Rahmen der Verzögerungsmaßnahme in Anwendung von Artikel 42/1 wiederverkauft hat;"

3° Paragraph 6 wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

"§ 6. Die entsprechend § 1 bis § 5 als Reserve stillgelegten grünen Zertifikate werden unter Einhaltung folgender Bestimmungen zum Verkauf angeboten:

1° in den zwölf Monaten vor dem Enddatum jeder in dem Vertrag nach § 3 Absatz 3 identifizierten Stilllegung als Reserve werden die grünen Zertifikate, die als Reserve stillgelegt wurden, nach im Einvernehmen mit der CWaPE festgelegten Modalitäten und unter Einhaltung des in § 3 Absatz 3 genannten Vertrags, direkt auf dem Markt für grüne Zertifikate verkauft, unter der Voraussetzung, dass der Marktpreis für grüne Zertifikate auf der Grundlage einer Stellungnahme der CWaPE, die sich auf Informationen über Transaktionen mit grünen Zertifikaten stützt, mindestens ihren Anschaffungspreis erreicht, der dem Preis entspricht, den die Regierung zum Zeitpunkt ihrer Anschaffung für die Kaufverpflichtung nach Artikel 40 Absatz 1 festgelegt hat;

2° in den zwei Monaten vor dem Enddatum jeder in dem Vertrag nach § 3 Absatz 3 identifizierten Stilllegung als Reserve werden die grünen Zertifikate, die als Reserve stillgelegt wurden, und nicht in Anwendung von Ziffer 1 auf dem Markt verkauft werden konnten, vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes als Verpflichtung öffentlichen Dienstes gekauft, und zwar zu dem Preise, zu dem die Personen, die mit dem Auftrag nach § 1 betraut worden waren, sie angeschafft haben, der dem Preis entspricht, den die Regierung zum Zeitpunkt ihrer Anschaffung für die Kaufverpflichtung nach Artikel 40 Absatz 1 festgelegt hat. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes deckt in allen Fällen die Kosten für diesen Rückkauf in Übereinstimmung mit Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe f. Wenn aber die Mittel, über die der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes infolge des in Artikel 42*bis* § 1 genannten Tarifaufschlags verfügt, nicht ausreichen, um (zusätzlich zum Erwerb grüner Zertifikate bei den Erzeugern gemäß der ihm kraft Artikel 34 Ziffer 4° Buchstabe d) und Artikel 40 auferlegten Verpflichtung öffentlichen Dienstes) den Erwerb der als Reserve stillgelegten grünen Zertifikate zu decken, kann er vorbehaltlich einer neuen Vertragsschließung mit einer kraft § 3 zugelassenen juristischen Person bis zum Höchstbetrag des Anschaffungswerts der grünen Zertifikate, für die sich der Tarifaufschlag als unzureichend erwiesen hat, eine neue Stilllegung von grünen Zertifikaten im Einklang mit diesem Artikel vornehmen.";

4° Paragraph 7 wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

"§ 7. Während der Gesamtdauer jeder in dem Vertrag nach § 3 Absatz 3 identifizierten Stilllegung als Reserve findet folgendes Verfahren Anwendung:

1° am Abschluss jedes Quartals übermitteln die Personen, die mit dem in § 1 genannten Auftrag betraut worden sind, der CWaPE und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes das Verzeichnis der grünen Zertifikate, die sie in Besitz haben, wobei diese nach Gültigkeitsdatum geordnet werden;

2° ein Jahr vor Ablauf des Zeitraums jeder Stilllegung als Reserve unterrichtet jede Person, die mit dem in § 1 genannten Auftrag betraut worden ist, die Regierung, die CWaPE, die CREG und den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes über das Volumen der grünen Zertifikate, die sie in ihrem Besitz hat;

3° in den zwölf Monaten vor dem Enddatum jeder Stilllegung als Reserve bieten die mit dem in § 1 genannten Auftrag betrauten Personen die grünen Zertifikate, über die sie verfügen, nach Rücksprache mit der CWaPE und unter Einhaltung der in § 6 Ziffer 1 genannten Bedingungen zweimal auf dem Markt zum Verkauf an, unter der Voraussetzung, dass der Marktpreis für grüne Zertifikate auf der Grundlage einer Stellungnahme der CWaPE, die sich auf Informationen über Transaktionen mit grünen Zertifikaten stützt, mindestens ihren Anschaffungspreis erreicht, der dem Preis entspricht, den die Regierung zum Zeitpunkt ihrer Anschaffung für die Kaufverpflichtung nach Artikel 40 Absatz 1 festgelegt hat; bei dem ersten Verkauf entspricht die Anzahl der auf dem Markt angebotenen grünen Zertifikate 60 % der Zertifikate der betroffenen Stilllegung; die Anzahl der bei dem zweiten Verkauf auf dem Markt angebotenen grünen Zertifikate entspricht der Anzahl Zertifikate der betroffenen Stilllegung, die die mit dem Auftrag nach § 1 betrauten Personen zum Zeitpunkt dieses zweiten Verkaufs noch in Besitz haben;

4° in den zwei Monaten vor dem Enddatum jeder Stilllegung als Reserve werden die grünen Zertifikate, die die mit dem Auftrag nach § 1 betraute Person noch in Besitz hat, letztlich vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes als Verpflichtung öffentlichen Dienstes unter Einhaltung der Bedingungen gemäß § 6 Ziffer 2 und nach den in dem Vertrag nach § 3 festgelegten Modalitäten gekauft;

5° die kraft § 6 Ziffer 2 nach ihrer Stilllegung vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes zurückgekauften grünen Zertifikate werden von der CWaPE aus der Datenbank entfernt, außer im Falle einer neuen Stilllegung als Reserve gemäß § 6 Ziffer 2°."

Art. 4 - In Kapitel X desselben Dekrets wird ein Artikel 42/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 42/1 - § 1. Im Rahmen der Verpflichtung öffentlichen Dienstes, die kraft der Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe d und 40 dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes obliegt, greift die Regierung unter Einhaltung der in vorliegendem Artikel bestimmten Modalitäten auf den Verzögerungsmechanismus nach Artikel 34*quater* zurück.

Der Verzögerungsmechanismus bezieht sich ausschließlich auf die grünen Zertifikate, die zwischen dem 30. Juni 2016 und dem 31. Dezember 2021 dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes in Ausführung seiner Verpflichtung öffentlichen Dienstes nach den Artikeln 34 Ziffer 4 Buchstabe d und 40 verkauft werden und von der CWaPE noch nicht aus der Datenbank entfernt worden sind.

§ 2. Innerhalb von zehn Tagen nach dem Abschluss jedes Quartals teilt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der Regierung, der CWaPE und der CREG die voraussichtlichen Mengen der von den Grünstromerzeugern stammenden grünen Zertifikate für die nächsten zwölf Monate mit, ggf. unter Angabe des voraussichtlichen Volumens der grünen Zertifikate, die während des laufenden Jahres von der gemäß Paragraph 3 bestimmten Person zu erwerben sind.

Innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Abschluss jedes Quartals informiert der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die CWaPE und die CREG über die in seiner Bilanz tatsächlich registrierte Netto-Position des Tarifaufschlags nach Artikel 42*bis* § 1. Diese Position ergibt sich aus der Differenz zwischen den als Einnahmen gebuchten Beträgen einerseits, die infolge der Anwendung des Tarifaufschlags nach Artikel 42*bis* § 1 erzielt wurden, und den Ausgaben, die auf die Erstattung der Befreiungen nach Artikel 42*bis* § 5 bis 9 zurückzuführen sind, den

Lasten nach Artikel 42 § 9 und den Ausgaben für den Ankauf von grünen Zertifikaten nach Artikel 34 Ziffer 4 Buchstaben d und f andererseits, unter Ausschluss der Beträge in Verbindung mit den grünen Zertifikaten, die der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes im Rahmen der Stilllegung in Ausführung von Artikel 42 und im Rahmen der Verzögerungsmaßnahme in Ausführung von Artikel 42/1 wiederverkauft hat.

Bis 2021 und dies spätestens zum 30. September eines jeden Jahres schlägt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, auf der Grundlage der in den Absätzen 1 und 2 genannten Informationen, der CWaPE die Anzahl der grünen Zertifikate vor, welche die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person bis zum 31. Dezember desselben Jahres bei ihm zu erwerben hat, um die Auswirkungen der in § 1 genannten grünen Zertifikate auf den Tarifaufschlag nach Artikel 42*bis* § 1 abzumildern.

Nachdem die CWaPE die eventuellen Bemerkungen der CREG zur Kenntnis genommen hat, übermittelt sie ihre Stellungnahme binnen dreißig Tagen nach dem Empfang des in Absatz 3 erwähnten Vorschlags des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes.

Binnen dreißig Tagen nach der Mitteilung der Stellungnahme der CWaPE erlässt die Regierung auf der Grundlage dieser Stellungnahme die Anzahl grüner Zertifikate, die für das laufende Jahr Gegenstand einer Verzögerungsmaßnahme sind.

Der Erlass der Regierung wird der gemäß Paragraph 3 bestimmten Person, dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, der CWaPE und der CREG notifiziert.

Der Verkauf der in vorliegendem Paragraphen erwähnten grünen Zertifikate erfolgt spätestens am 31. Dezember des betreffenden Jahres zwischen dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und der in Paragraph 3 bestimmten Person. Zu diesem Zweck erstellt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes frühestens am 1. Dezember des betreffenden Jahres eine an die in Paragraph 3 genannte Person gerichtete Rechnung, deren Betrag der Anzahl der zu erwerbenden grünen Zertifikate, multipliziert mit dem von der Regierung für die Kaufverpflichtung nach Artikel 40 Absatz 1 festgelegten Preis des grünen Zertifikats, entspricht. Die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person zahlt den Verkaufspreis auf das in der Rechnung angegebene Konto am Tag, an dem sie die Rechnung empfängt. Das Eigentum der grünen Zertifikate, die Gegenstand des Verkaufs sind, wird sofort nach dem Empfang der Zahlung vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes auf die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person übertragen. Am dem Tag, an dem die Zahlung eingeht, nimmt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die Übertragung der grünen Zertifikate auf das oder die bei der CWaPE eröffneten Konten vor, die die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person angibt.

§ 3. Die mit den Verzögerungsmaßnahmen beauftragte Person ist die Wallonische Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'air et du climat").

§ 4. Die in Paragraph 3 genannte Person nimmt die in Paragraph 8 Ziffern 1 bis 3 vorgesehene Berichterstattung vor.

§ 5. Die Höchstdauer jeder Verzögerungsmaßnahme wird auf neun Jahre festgelegt. Diese Dauer kann durch den in Paragraph 2 Absatz 5 erwähnten Erlass der Regierung verringert werden. Für jede Gruppe von grünen Zertifikaten, die im Rahmen einer Verzögerungsmaßnahme gleichzeitig verkauft werden, wird das einzige Anfangsdatum dieser Maßnahme durch das Datum der Eigentumsübertragung für die betreffenden grünen Zertifikate gemäß Paragraph 2 Absatz 7 bestimmt.

Die Gültigkeitsdauer eines grünen Zertifikats, das Gegenstand einer Verzögerungsmaßnahme ist, wird automatisch und von Rechts wegen um die gesamte Dauer dieser Verzögerungsmaßnahme verlängert. Diese Gültigkeitsdauer endet mit dem Verkauf des grünen Zertifikats gemäß Paragraph 7.

§ 6. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes führt ein spezifisches Verzeichnis der Mengen von grünen Zertifikaten, die Gegenstand der verschiedenen Verzögerungsmaßnahmen sind.

Für jede Verzögerungsmaßnahme eröffnet die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person bei der CWaPE ein oder mehrere Konten, auf welche die grünen Zertifikate, die Gegenstand der betreffenden Verzögerungsmaßnahme sind, übertragen werden. Diese grünen Zertifikate verbleiben während der Gesamtdauer der Verzögerung auf diesem bzw. diesen Konten.

Die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person nimmt eine getrennte analytische Buchführung betreffend die Verzögerungsmaßnahme und die damit verbundenen Zinsen und Kosten vor.

Die gemäß Paragraph 3 bestimmte Person übermittelt der CWaPE zweimal im Jahr einen Bericht über die Lage ihrer analytischen Buchführung betreffend die Verzögerungsmaßnahmen. Sofort nach Erhalt bearbeitet die CWaPE die ihr übermittelten Buchführungsdaten, und kontrolliert sie. Ihrerseits übersendet die CWaPE dem Minister innerhalb eines Monats nach Eingang der Buchführungsdaten einen zusammenfassenden Bericht.

§ 7. Ab dem 1. Januar 2022 bis zum 31. Dezember 2030 werden die grünen Zertifikate, die Gegenstand einer Verzögerungsmaßnahme in Übereinstimmung mit vorliegendem Artikel sind, nach den nachstehenden Modalitäten zum Verkauf angeboten:

1° unter der Bedingung, dass der Marktpreis, auf der Grundlage einer Stellungnahme der CWaPE, die sich auf Informationen über Transaktionen mit grünen Zertifikaten stützt, mindestens ihren Anschaffungspreis erreicht, der dem Preis entspricht, den die Regierung zum Zeitpunkt ihrer Anschaffung für die Kaufpflicht nach Artikel 40, Abs. 1 festgelegt hat, werden die grünen Zertifikate, die Gegenstand einer Verzögerungsmaßnahme sind, nach einem jährlichen Versteigerungsverfahren auf dem Markt für grüne Zertifikate verkauft. Die CWaPE bestimmt die Modalitäten und sorgt für die Aufsicht über dieses Versteigerungsverfahren. Die Reihenfolge, in der die grünen Zertifikate versteigert werden, wird durch das Anfangsdatum der Verzögerungsmaßnahme nach Paragraph 5 bestimmt. Die Versteigerung darf unter keinen Umständen zum Verkauf der grünen Zertifikate zu einem Preis unterhalb ihres Anschaffungspreises führen;

2° in den zwei Monaten vor dem Ende ihres Verzögerungszeitraums, wie in dem in § 2 Absatz 5 erwähnten Regierungserlass bestimmt, kauft der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die grünen Zertifikate, die in Anwendung von Ziffer 1 nicht auf dem Markt verkauft werden konnten, im Rahmen seiner Verpflichtung öffentlichen Dienstes nach Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe f, zu dem Preis, zu dem die in Paragraph 3 bestimmte Person sie erworben hat. Zu diesem Zweck erstellt die in Paragraph 3 bestimmte Person eine an den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes gerichtete Rechnung, deren Betrag der Anzahl grüner Zertifikate entspricht, deren Verzögerungszeitraum im Laufe des betreffenden Jahres abläuft, multipliziert mit dem Preis, zu dem diese grünen Zertifikate nach Paragraph 2 Absatz 7 des vorliegenden Artikels erworben wurden. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes zahlt den Verkaufspreis auf das in der Rechnung angegebene Konto am Tag, an dem er die Rechnung empfängt. Das Eigentum der grünen Zertifikate, die Gegenstand des Verkaufs sind, wird sofort nach dem Empfang der Zahlung von der in Paragraph 3 genannten Person auf den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes übertragen. Am Tag, an dem sie die Zahlung empfängt, überträgt die in Paragraph 3 genannte Person, die den Verkauf vornimmt, die betroffenen grünen Zertifikate auf das bei der CWaPE eröffnete Konto, das der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes angibt.

§ 8. Während der Gesamtdauer der Verzögerungsmaßnahme findet folgendes Verfahren Anwendung:

1° vor dem 31. Januar eines jeden Jahres übermitteln die in Paragraph 3 bestimmte Person der CWaPE und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes das Verzeichnis der grünen Zertifikate, die sie im Rahmen der verschiedenen in vorliegendem Artikel genannten Verzögerungsmaßnahmen in Besitz hat, wobei sie nach dem Datum des Anfangs der Verzögerung nach Paragraph 5 geordnet werden;

2° nach Absprache mit der CWaPE bietet die in Paragraf 3 bestimmte Person jährlich die sich in ihrem Besitz befindenden grünen Zertifikate zum Verkauf an, im Rahmen der in vorliegendem Artikel erwähnten Verzögerungsmaßnahmen und in Übereinstimmung mit den Bedingungen nach Paragraf 7 Ziffer 1;

3° ein Jahr vor Ablauf jedes maximalen Verzögerungszeitraums unterrichtet die in Paragraf 3 bestimmte Person die Regierung, die CWaPE, die CREG und den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes über das Volumen der sich im Rahmen der Verzögerungsmaßnahmen nach vorliegendem Artikel in ihrem Besitz befindenden grünen Zertifikate;

4° in den zwei Monaten vor dem Enddatum jedes Verzögerungszeitraums werden die grünen Zertifikate, die die in Paragraf 3 bestimmte Person im Rahmen dieser Verzögerungsmaßnahme noch in Besitz hat, letztlich vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes als Verpflichtung öffentlichen Dienstes nach Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe f unter Einhaltung der Bedingungen gemäß § 7 Ziffer 2 gekauft.

5° die kraft Paragraf 7 Ziffer 2 nach ihrer Verzögerung vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes zurückgekauften grünen Zertifikate werden durch die CWaPE aus der Datenbank entfernt.

§ 9. Der in Absprache mit der CWaPE vorgenommene Verkauf der grünen Zertifikate, die Gegenstand einer in § 7 Ziffer 1 erwähnten Verzögerungsmaßnahme sind, darf unter keinen Umständen einen Missbrauch oder eine Manipulation des Markts für grüne Zertifikate insbesondere im Sinne der anwendbaren europäischen Vorschriften bewirken.

Art. 5 - In Abweichung von der Frist gemäß Artikel 42/1 § 2 Absatz 3, eingefügt durch vorliegendes Dekret, läuft die Frist, innerhalb deren der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der CWaPE die Anzahl der bei ihm zu erwerbenden grünen Zertifikate vorschlägt, im Jahre 2017 bis zum 30. Juni 2017.

In Abweichung von der Frist gemäß Artikel 42/1 § 2 Absatz 7, eingefügt durch vorliegendes Dekret, ist das Datum, ab dem der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes eine an die bestimmte Person gerichtete Rechnung erstellt, deren Betrag der Anzahl der zu erwerbenden grünen Zertifikate entspricht, frühestens das Datum, an dem der Erlass der Wallonischen Regierung nach Artikel 42/1 § 2 Absatz, eingefügt durch vorliegendes Dekret, notifiziert wird, und spätestens der 30. September 2017.

Art. 6 - In Artikel 1 des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'air et du climat" wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Agentur übernimmt ebenfalls die Aufgabe in Verbindung mit der Verzögerung von grünen Zertifikaten im Sinne von Artikel 42/1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 29. Juni 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung, und die Energie

C. LACROIX

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P.-Y. DERMAGNE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2016-2017

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 809 (2016-2017) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. Juni 2017.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204072]

29 JUNI 2017. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'air et du climat" (Waals Agentschap voor lucht en klimaat) (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 34, 4°, f), van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden "en in artikel 42/1, § 1" ingevoegd tussen de woorden "de opdracht bedoeld in artikel 42, § 1" en de woorden "niet zouden kunnen verkopen".

Art. 2. In artikel 40, derde lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij de decreten van 11 december 2013 en 12 december 2014, worden de woorden "of maken het voorwerp uit van een temporisatieverrichting overeenkomstig artikel 42/1" ingevoegd na de woorden "in reserve geplaatst overeenkomstig artikel 42".

Art. 3. In artikel 42 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden "met uitzondering van de certificaten verkocht tussen 30 juni 2016 en 31 december 2021" ingevoegd tussen de woorden "de beheerder van het lokale transmissienet sinds 1 januari 2014" en de woorden "ter uitvoering van zijn openbare dienstverplichting";

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt de zin "Deze toestand is het resultaat van het verschil tussen, enerzijds, de bedragen geboekt in de opbrengsten uit de toepassing van de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 1 en, anderzijds, de uitgaven in verband met de aankoop van de groene certificaten bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, met inbegrip van de lasten bedoeld in paragraaf 9" vervangen door de zin "Deze toestand is het resultaat van het verschil tussen, enerzijds, de bedragen geboekt in de opbrengsten uit de toepassing van de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 1 en, anderzijds, de uitgaven in verband met de terugbetaling van de vrijstellingen bedoeld in artikel 42bis, § 5 tot 9, de lasten bedoeld in paragraaf 9 van dit artikel, de aankoopuitgaven van de groene certificaten in de titel van artikel 34, 4°, d) en f), met uitzondering van de bedragen i.v.m. de groene certificaten verkocht door de beheerder van het plaatselijke transmissienet in het kader van het in reserve plaatsen in de titel van artikel 42 en in het kader van de temporisatieverrichting bedoeld in artikel 42/1;

3° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt:

"§ 6. De groene certificaten, die in reserve worden geplaatst overeenkomstig de paragrafen 1 tot 5, worden volgens de volgende modaliteiten verkocht:

1° als tijdens de twaalf maanden vóór de vervaldatum van elke in reserve plaatsen zoals geïdentificeerd in de overeenkomst bedoeld in paragraaf 3, derde lid, op voorwaarde dat, op basis van een advies van de CWaPE gegrond op informatie i.v.m. de transacties betreffende de groene certificaten, de marktprijs gelijk is aan hun aankoopprijs, die overeenstemt met de door de Regering bepaalde prijs voor de aankoopverplichting bedoeld in artikel 40, eerste lid, op het ogenblik van hun aankoop, worden de groene certificaten, die het voorwerp uitmaken van het betrokken in reserve plaatsen, rechtstreeks verkocht op de markt van de groene certificaten volgens de modaliteiten die in overeenstemming met de CWaPE worden vastgesteld en met inachtneming van de overeenkomst bedoeld in 3, derde lid;

2° als tijdens de twee maanden vóór de vervaldatum van elke in reserve plaatsen zoals geïdentificeerd in de overeenkomst bedoeld in paragraaf 3, derde lid, worden de groene certificaten die het voorwerp uitmaken van het in reserve plaatsen en die op de markt niet zijn verkocht, overeenkomstig punt 1, door de beheerder van het lokale transmissienet gekocht als openbare dienstverplichting, tegen hun prijs van aankoop door de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 die overeenstemt met de door de Regering bepaalde prijs voor de aankoopverplichting bedoeld in artikel 40, eerste lid, op het ogenblik van hun aankoop. De beheerder van het plaatselijke transmissienet moet in ieder geval deze inkoopkosten dekken overeenkomstig artikel 34, 4°, f). Als de middelen waarover de beheerder van het lokale transmissienet beschikt krachtens de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 1, echter onvoldoende zijn om de aankoop van de groene certificaten die in reserve worden geplaatst, te dekken (naast de aankoop van groene certificaten bij producenten overeenkomstig de openbare dienstverplichting die hem is opgelegd krachtens de artikelen 34, 4°, d), en 40), kan hij, voor zover een nieuwe overeenkomst met een krachtens paragraaf 3 erkende rechtspersoon wordt afgesloten, opnieuw groene certificaten in reserve plaatsen, overeenkomstig dit artikel, ten belope van de waarde van aankoop van de groene certificaten waarvoor de toeslag onvoldoende bleek.";

4° paragraaf 7 wordt vervangen als volgt:

"§ 7. Tijdens de hele duur van het in reserve plaatsen geïdentificeerd in de overeenkomst bedoeld in paragraaf 3, derde lid, is de volgende procedure van toepassing:

1° na afsluiting van elk kwartaal, delen de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 de inventaris van de groene certificaten die zij bezitten aan de "CWAPE" en aan de beheerder van het plaatselijke transmissienet mee, gerangschikt per geldigheidsdatum;

2° één jaar vóór het verstrijken van elke in reserve plaatsen, brengen de personen belast met de opdracht bedoeld in paragraaf 1 de Regering, de "CWAPE", de "CREG" en de beheerder van het plaatselijke transmissienet op de hoogte van het aantal groene certificaten in hun bezit;

3° als tijdens de twaalf maanden vóór de vervaldatum van elke in reserve plaatsen, verkopen de personen belast met de opdracht bedoeld in paragraaf 1, op voorwaarde dat, op basis van een advies van de CWaPE gegrond op informatie i.v.m. de transacties betreffende de groene certificaten, de marktprijs gelijk is aan hun aankoopprijs, die overeenstemt met de door de Regering bepaalde prijs voor de aankoopverplichting bedoeld in artikel 40, eerste lid, op de markt, twee keer, de groene certificaten die ze bezitten onder de voorwaarden bepaald in paragraaf 6, 1°, na overleg met de CWaPE; het maximumaantal groene certificaten aangeboden op de markt tijdens de eerste verkoop is gelijk aan 60 % van het aantal certificaten van het betrokken in reserve plaatsen; het aantal groene certificaten aangeboden op de markt tijdens de tweede verkoop is het aantal certificaten van het betrokken in reserve plaatsen dat nog in het bezit is van de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 op het ogenblik van die tweede verkoop;

4° in de loop van de twee maanden voorafgaand aan het verstrijken van elke in reserve plaatsen, worden de groene certificaten, die steeds in het bezit zijn van de persoon belast met de opdracht bedoeld in paragraaf 1, uiteindelijk gekocht door de beheerder van het plaatselijke transmissienet, als openbare dienstverplichting, met inachtneming van de voorwaarden bepaald in paragraaf 6, 2°, en onder de modaliteiten bepaald in de overeenkomst bedoeld in paragraaf 3;

5° de groene certificaten, ingekocht door de beheerder van het lokale transmissienet na het in reserve plaatsen ervan, krachtens paragraaf 6, 2°, worden afgeschaft uit de gegevensbank door de "CWAPE", behalve als ze opnieuw in reserve worden geplaatst overeenkomstig paragraaf 6, 2°.

Art. 4. In Hoofdstuk X van hetzelfde decreet wordt een artikel 42/1 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 42/1. § 1 In het kader van de openbare dienstverplichting die is opgelegd aan de beheerder van het plaatselijke transmissienet krachtens de artikelen 34, 4^o, *d*), en 4, doet de Regering een beroep op het temporisatiemechanisme bedoeld in artikel 34 quater overeenkomstig de modaliteiten bepaald door dit artikel.

Het temporisatiemechanisme heeft uitsluitend betrekking op de groene certificaten verkocht aan de beheerder van het plaatselijke transmissienet tussen 30 juni 2016 en 31 december 2021 ter uitvoering van zijn openbare dienstverplichting bedoeld in de artikelen 34, 4^o, *d*), et 40, en die nog niet door de "CWaPE" uit de gegevensbank zijn geschrapt.

§ 2. Binnen de tien dagen na de afsluiting van elk kwartaal, deelt de beheerder van het plaatselijke transmissienet aan de Regering, aan de "CWaPE" en aan de "CREG", een indicatieve raming mee over twaalf maanden van de hoeveelheid groene certificaten van de producenten van groene elektriciteit met, in voorkomend geval, vermelding van de indicatieve hoeveelheid van de aan te kopen groene certificaten tijdens het lopende jaar door de persoon aangewezen overeenkomstig paragraaf 3.

Binnen de twintig dagen na de afsluiting van elk kwartaal, brengt de beheerder van het plaatselijke transmissienet de "CWaPE" en de "CREG" op de hoogte van de nauwkeurige toestand van de toeslag bedoeld in artikel 42*bis*, § 1, zoals geregistreerd op zijn balans. Deze toestand is het resultaat van het verschil tussen, enerzijds, de bedragen geboekt in de opbrengsten uit de toepassing van de toeslag bedoeld in artikel 42*bis*, § 1 en, anderzijds, de uitgaven in verband met de terugbetaling van de vrijstellingen bedoeld in artikel 42*bis*, § 5 tot 9, de lasten bedoeld in artikel 42, § 9, de aankoopuitgaven van de groene certificaten in de titel van artikel 34, 4^o, *d*) en *f*), met uitzondering van de bedragen i.v.m. de groene certificaten verkocht door de beheerder van het plaatselijke transmissienet in het kader van het in reserve plaatsen in de titel van artikel 42 en in het kader van de temporisatieverrichting bedoeld in artikel 42/1.

Tot in 2021, voor uiterlijk 30 september van elk jaar, op basis van de informatie bedoeld in het eerste en het tweede lid, legt de beheerder van het plaatselijke transmissienet aan de CWaPE het aantal groene certificaten voor, die bij hem, voor 31 december van hetzelfde jaar, door de personen aangewezen overeenkomstig paragraaf 3, moeten worden gekocht, en waarmee de impact van de groene certificaten bedoeld in paragraaf 1, op de toeslag bedoeld in artikel 42*bis*, § 1, wordt verzacht.

Na de eventuele opmerkingen van de "CREG" te hebben ingewonnen, brengt de CWaPE haar advies uit binnen dertig dagen van de ontvangst van het voorstel van de beheerder van het plaatselijke transmissienet bedoeld in het derde lid.

Binnen dertig dagen van de mededeling van het advies van de CWaPE, bepaalt de Regering, op basis van dat advies, het aantal groene certificaten dat het voorwerp uitmaakt van een temporisatieverrichting voor het lopende jaar.

Het besluit van de Regering wordt meegedeeld aan de persoon aangewezen overeenkomstig paragraaf 3, aan de beheerder van het plaatselijke transmissienet, aan de CWaPE en aan de "CREG".

De verkoop van groene certificaten bedoeld in dit paragraaf gebeurt, uiterlijk op 31 december van het betrokken jaar, tussen de beheerder van het plaatselijke transmissienet en de persoon aangewezen in paragraaf 3. Daartoe, ten vroegste op 1 december van het betrokken jaar, reikt de beheerder van het plaatselijke transmissienet, t.a.v. de persoon aangewezen in paragraaf 3, een factuur uit van een bedrag dat overeenstemt met het aantal te kopen groene certificaten vermenigvuldigd door de prijs van het groene certificaat bepaald door de Regering voor de aankoopverplichting bedoeld in artikel 40, eerste lid. De persoon aangewezen overeenkomstig paragraaf 3, gaat, de dag van de ontvangst van de factuur, over tot de betaling van de verkoopprijs op de bankrekening vermeld op de factuur. Na ontvangst van de betaling, wordt het eigendom van de groene certificaten die het voorwerp uitmaken van de verkoop overgedragen van de beheerder van het plaatselijke transmissienet naar de persoon aangewezen overeenkomstig paragraaf 3. De beheerder van het plaatselijke transmissienet, gaat, de dag zelf van de ontvangst van de betaling over tot de overdracht van de groene certificaten op de rekening(en) geopend bij de CWaPE dat de persoon aangewezen overeenkomstig paragraaf 3 hem aangeeft.

§ 3. De persoon belast met de temporisatieverrichtingen is het "Agence wallonne de l'air et du climat" (Waals Agentschap voor lucht en klimaat).

§ 4. De persoon bedoeld in paragraaf 3 gaat over tot de rapportage bedoeld in paragraaf 8, 1^o tot 3^o.

§ 5. De maximumduur van elke temporisatieverrichting is vastgelegd op negen jaar. Deze duur kan worden verminderd door het besluit van de Regering bedoeld in paragraaf 2, vijfde lid. Voor elk geheel van groene certificaten die gelijktijdig het voorwerp uitmaken van een verkoop met het oog op een temporisatieverrichting, wordt de enige datum van begin van deze verrichting bepaald door de datum van overdracht van eigendom van de betrokken groene certificaten overeenkomstig paragraaf 2, zevende lid.

De geldigheidsduur van een groen certificaat dat het voorwerp uitmaakt van een temporisatieverrichting, wordt automatisch en van rechtswege verlengd voor de hele duur van de temporisatieverrichting waarbij hij betrokken is. Deze eindigt met de verkoop van het groen certificaat, overeenkomstig paragraaf 7.

§ 6. De beheerder van het lokale transmissienet houdt een specifiek register bij van de hoeveelheden groene certificaten die het voorwerp uitmaken van verschillende temporisatieverrichtingen.

De personen aangewezen overeenkomstig paragraaf 3 opent, voor elke temporisatieverrichting, een of meerdere rekeningen bij de CWaPE waarop de groene certificaten worden overgedragen die het voorwerp uitmaken van de betrokken temporisatieverrichting. Deze groene certificaten blijven op deze rekening(en) tijdens de hele duur van de temporisatie.

De persoon aangewezen overeenkomstig paragraaf 3 houdt een analytische en gescheiden boekhouding bij betreffende de temporisatieverrichting alsook voor de desbetreffende interesten en kosten.

De persoon aangewezen overeenkomstig paragraaf 3 legt om de zes maanden een verslag aan de "CWaPE" voor, betreffende de staat van zijn analytische boekhouding in verband met de temporisatieverrichtingen. Na ontvangst ervan, behandelt de CWaPE de voorgelegde boekhoudkundige gegevens en zorgt voor de controle ervan. De "CWaPE" deelt, op haar beurt, binnen een maand na ontvangst van de boekhoudkundige gegevens, een syntheseverslag aan de Regering mee.

§ 7. Vanaf 1 januari 2022 en tot 31 december 2030 worden de groene certificaten die het voorwerp uitmaken van een temporisatieverrichting overeenkomstig dit artikel, verkocht, volgens de volgende modaliteiten:

1^o op voorwaarde dat, op basis van een advies van de CWaPE gegrond op informatie i.v.m. de transacties betreffende de groene certificaten, de marktprijs gelijk is aan hun aankoopprijs, die overeenstemt met de door de Regering bepaalde prijs voor de aankoopverplichting bedoeld in artikel 40, eerste lid, worden de groene certificaten die het voorwerp uitmaken van een temporisatieverrichting verkocht, op de markt van de groene certificaten, volgens een procedure van jaarlijkse verkoping bij opbod. De CWaPE bepaalt de modaliteiten en verzekert het toezicht op deze veiling. De volgorde waarin de groene certificaten bij opbod worden verkocht, wordt bepaald door de begindatum van de temporisatieverrichting bedoeld in paragraaf 5. In geen geval mag de veiling uitlopen op de verkoop van groene certificaten aan een lagere prijs dan hun aankoopprijs;

2° als tijdens de twee maanden vóór de vervaldatum van hun temporisatieperiode, zoals bepaald bij het besluit van de Regering bedoeld in paragraaf 2, vijfde lid, zijn de groene certificaten die op de markt niet zijn verkocht, overeenkomstig punt 1°, door de beheerder van het plaatselijke transmissienet gekocht als openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 34, 4°, f), tegen hun prijs van aankoop door de persoon aangewezen in paragraaf 3. Daartoe, reikt de persoon aangewezen in paragraaf 3, t.a.v. de beheerder van het plaatselijke transmissienet, een factuur uit van een bedrag dat overeenstemt met het aantal groene certificaten waarvan de temporisatieperiode verstrijkt tijdens het betrokken jaar, vermenigvuldigd door de prijs waaraan deze groene certificaten werden aangekocht overeenkomstig paragraaf 2, zevende lid, van dit artikel. De dag zelf van de ontvangst van deze factuur, gaat de beheerder van het plaatselijke transmissienet over tot de betaling van de verkoopprijs op de bankrekening vermeld op de factuur. Na ontvangst van de betaling, wordt het eigendom van de groene certificaten die het voorwerp uitmaken van de verkoop overgedragen van de persoon bedoeld in paragraaf 3 die overgaat tot de verkoop, naar de beheerder van het plaatselijke transmissienet. De persoon bedoeld in paragraaf 3 die overgaat tot de verkoop, overdraagt de dag zelf van de ontvangst van de betaling, de betrokken groene certificaten op de rekening geopend bij de CWaPE dat de beheerder van het plaatselijke transmissienet hem aangeeft.

§ 8. Tijdens de hele duur van de temporisatieverrichting, is de volgende procedure van toepassing:

1° voor 31 januari van elk jaar, deelt de persoon aangewezen in paragraaf 3, aan de CWaPE en aan de beheerder van het lokale transmissienet de inventaris van de groene certificaten mee die zij bezit, in het kader van de verschillende temporisatieverrichtingen bedoeld in dit artikel, gerangschikt per begindatum van temporisatie bedoeld in paragraaf 5;

2° jaarlijks verkoopt de persoon aangewezen in paragraaf 3, na overleg met de CWaPE, de groene certificaten die ze bezit, in het kader van de temporisatieverrichtingen bedoeld in dit artikel, onder de voorwaarden bepaald in 7, 1°;

3° één jaar vóór het verstrijken van elke periode van maximale temporisatie, brengt de persoon aangewezen in paragraaf 3 de Regering, de "CWaPE", de "CRÉG" en de beheerder van het lokale transmissienet op de hoogte van het aantal groene certificaten in zijn bezit in het kader van de temporisatieverrichtingen bedoeld in dit artikel;

4° in de loop van de twee maanden voorafgaand aan het verstrijken van de periode van elke temporisatieperiode, worden de groene certificaten, die steeds in het bezit zijn van de persoon aangewezen in paragraaf 3 in het kader van deze temporisatieverrichting uiteindelijk gekocht door de beheerder van het plaatselijke transmissienet, als openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 34, 4°, f), met inachtneming van de voorwaarden bepaald in paragraaf 7, 2°.

5° de groene certificaten ingekocht door de beheerder van het lokale transmissienet na hun temporisatie, krachtens paragraaf 7, 2°, worden geschrapt uit de gegevensbank door de CWaPE.

§ 9. De verkoop van de groene certificaten die het voorwerp uitmaken van een temporisatieverrichting bedoeld in paragraaf 7, 1°, en in overleg met de CWaPE, mag in geen geval aanleiding geven tot een misbruik of een manipulatie van de markt van de groene certificaten in de zin van de toepasselijke Europese regelgeving.

Art. 5. In afwijking van de termijn bedoeld in artikel 42/1, § 2, derde lid, ingevoegd bij dit decreet, is, voor het jaar 2017, de termijn waarin de beheerder van het lokale transmissienet aan de CWaPE het aantal groene certificaten voorstelt, die bij hem, moeten worden gekocht 30 juni 2017.

In afwijking van de termijn bedoeld in artikel 42/1, § 2, zevende lid, ingevoegd bij dit decreet is, voor het jaar 2017, de datum vanaf welke de beheerder van het lokale transmissienet, t.a.v. de aangewezen persoon, een factuur uitreikt van een bedrag dat overeenstemt met het aantal te kopen groene certificaten, ten vroegste, de datum van kennisgeving van het besluit van de Waalse Regering bedoeld in artikel 42/1, § 2, zesde lid, ingevoegd door dit besluit, en uiterlijk op 30 september 2017.

Art. 6. In artikel 1 van het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'air et du climat" (Waals Agentschap voor lucht en klimaat) wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Het Agentschap voert ook de opdracht van temporisatie van groene certificaten uit bedoeld in artikel 42/1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 juni 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

C. LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement 809 (2016-2017) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 28 juni 2017.

Bespreking.

Stemming.